

De la territorialisation de l'économie sociale et solidaire contemporaine

Pascal GLÉMAIN

Économiste, Professeur ESS-ESSCA,
Chercheur associé au CRESS-Lessor Université de Rennes 2.
pascal.glemain@wanadoo.fr

Résumé

D'une part, le développement économique local suppose que nous introduisons le site, dans l'analyse économique des territoires, en tant que lien entre l'individu et l'environnement dans lequel il évolue (Zaoual, 2002). D'autre part, l'économie sociale et solidaire, objet de nos recherches, s'affirme être au service d'un projet de territoire (Loquet, 2004). Ces hypothèses, dans un contexte de crise économique et financière généralisée, interrogent non seulement « *le mécanisme de proximité géographique qui combine la coordination d'acteurs situés et l'ancrage de ces acteurs dans un espace physique donné* » (Pecqueur, 2006) mais aussi, interrogent les modalités d'un « autre » développement durable, socialement plus soutenable.

Au moment où un certain « *social business* » à l'anglo-saxonne cherche à offrir une dimension sociale au modèle économique dominant, l'économie sociale et solidaire constitue-t-elle une « vraie » économie en phase avec les réalités socio économiques et territoriales locales ? Pour répondre à cette interrogation, nous nous appuyons sur des travaux qui cherchent à réintroduire les territoires en économie, pour en affirmer la pertinence analytique en particulier dans le champ de l'économie sociale et solidaire du développement durable.

Mots-clés Finances solidaires, écocycleries, ressourceries, économie sociale et solidaire, territoires, proximités.

En 2000, l'alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)¹ voyait le jour au Québec, sur la base de cinq chantiers d'activités partenariales (CAP) : CAP Finances solidaires, CAP Développement local et régional, CAP Services aux personnes, CAP Habitat communautaire, CAP Loisirs et

tourisme social, correspondant aux cinq principaux secteurs de l'économie sociale canadienne. Ces initiatives pionnières de l'autre côté de l'Atlantique ont été investies ici dans le cadre de deux programmes interdisciplinaires de recherche, l'un porté par l'équipe partenariale « Finances et Monnaies Solidaires » (FIMOSOL)²

1 En 2008, 54 personnes sont impliquées activement dans la gouvernance de ces instances de travail dont 28 praticiens et 26 chercheurs, outre les collaborateurs investis dans le comité de suivi des projets (Rapport Annuel ARUC-ÉS, décembre 2008).

2 FIMOSOL a été créé par Pascal Glémain et Marie-Thérèse Taupin en 2004 au sein du Groupe Ouest des chercheurs de la Délégation Interministérielle à l'Économie Sociale (DIES), devenue Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale (DIISES), coordonné alors par le Professeur Henry Noguès.

alliant chercheurs et acteurs en économie sociale et solidaire, et l'autre inscrit dans une action concertée incitative « Quel développement durable pour l'estuaire de la Loire ? », sous la coordination de Laure Després. Nourris d'une analyse économique des stratégies d'acteurs sur les territoires, ces investigations cherchent à proposer des éléments de réponses à la question suivante, inspirée de Pecqueur (1998) :

« *Qu'est-ce qu'un territoire qui marche en économie sociale et solidaire ?* »

Rappelons que l'économie sociale et solidaire (ESS) est comprise ici comme l'ensemble des acteurs relevant soit de la famille des associations, des mutuelles et des coopératives ; soit, des initiatives individuelles ou collectives innovantes qui viennent répondre à des besoins économiques, sociaux et territoriaux latents, auxquels ne répondent ni l'économie privée hors ESS, ni l'économie publique. Plus qu'un « tiers secteur » à l'anglo-saxonne, elle est ici l'élément constituant d'une économie plurielle articulant économie publique, économie marchande, et économie sociale et solidaire.

Nous procédons en deux temps. Après avoir analysé la territorialisation des finances solidaires en Pays de la Loire, nous nous intéresserons à l'innovation économique des écocycleries situées sur cette même région administrative.

À l'aide de ces deux exemples, ce papier devrait nous amener à mieux comprendre et expliquer les articulations nécessaires entre économie des territoires et géographie sociale, pour faire de l'économie sociale et solidaire un secteur économique « à part entière », connu du plus grand nombre et reconnu par les collectivités « chef de file », ainsi qu'un autre modèle économique à analyser par le monde universitaire.

1. De la dynamique territoriale des finances solidaires ligériennes...

Parler de territoire en finances solidaires, c'est questionner l'offre de spécificité à l'échelle locale relativement à celle qui est portée, plus particulièrement, par les banques de l'économie sociale (banques sous statut coopératif)³. C'est également dévoiler la dynamique d'acteurs d'où résulte le territoire des finances solidaires⁴. Par finances solidaires, il faut comprendre cet ensemble d'acteurs qui non seulement offre des opportunités d'accès au financement aux personnes (physiques et morales) qui en sont privées au moyen de fonds solidaires et de garanties bancaires mais aussi, mobilise l'épargne solidaire (Glémain, 2008a) à un dessein de développement local soutenable c'est-à-dire : luttant contre les inégalités territoriales et socio économiques, en maintenant l'emploi et la cohésion sociale.

La territorialisation des finances solidaires...

À la financiarisation des années 1980, caractéristique des États-nations entrés dans l'ère de l'internationalisation croissante des économies, les finances solidaires ont répondu en se structurant selon un modèle d'économie de proximité à la fois social et géographique. La notion de proximité telle qu'elle est envisagée par les acteurs des finances « *visée à dépasser cette conception relativement restrictive de l'espace pour enrichir et approfondir celle de la coordination* » (Pecqueur et Zimmermann 2004, 14). En effet, l'industrialisation croissante des groupes bancaires coopératifs – suite à la loi de 1993 aboutissant à la libéralisation des opérations bancaires et financières en Europe – a laissé libre des interstices au sein des

3 Parmi celles-là, nous trouvons le Groupe Banques Populaires-Caisses d'Épargne, propriétaire du Groupe Crédit Coopératif ; le Groupe Crédit Mutuel propriétaire du CIC ; le Groupe Crédit Agricole.

4 Elles rassemblent des activités de microfinance (microcrédits professionnels et personnels, microassurance, mobilisation de l'épargne solidaire), des activités de garantie et d'ingénierie financière (conseil, et intervention en trésorerie).

systèmes locaux de financement, dans lesquels se sont installés les financiers solidaires, tels que : les Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de L'Épargne Solidaire (CIGALES), les Clubs Locaux d'Épargne pour les Femmes qui Entreprennent (CLEFES), la société coopérative financière La Nef(Taupin et Glémain, 2005). Leur relation au territoire veut que celui-ci soit un construit, c'est-à-dire le « *résultat des pratiques et des représentations des agents* » (Pecqueur et Zimmerman 2004, 15). Sous cette hypothèse, nous pouvons nous attendre à ce que les finances solidaires se localisent là où les inégalités socio-économiques et territoriales sont les

plus grandes. Pour le vérifier, nous avons collecté près des acteurs de la finance solidaire ligérienne les statistiques spatiales dont ils disposaient pour confronter leur localisation effective aux poches de précarités telles qu'elles sont dévoilées par l'INSEE Pays de la Loire. Au regard de la dynamique territoriale de l'un des acteurs régionaux du réseau national France Active : le FONDES, nous constatons alors que si les finances solidaires concernent certaines poches de précarités régionales, telles que le Saumurois ou le Castelbriantais, elles accompagnent aussi les nouvelles zones de dynamiques économiques que sont le littoral atlantique, et le Choletais (fig. 1).

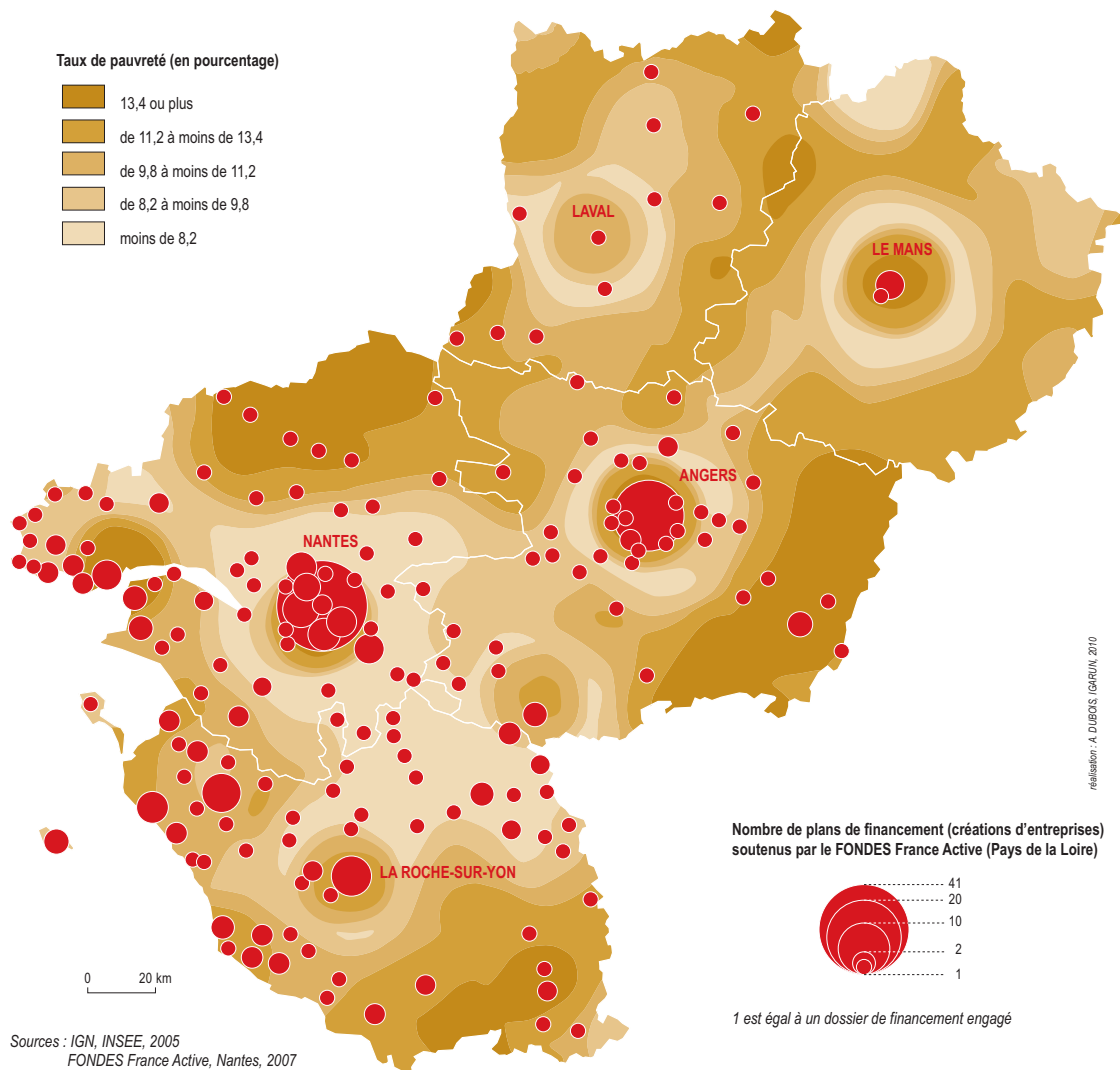


Fig. 1 : FONDES et précarité régionale

Bien que nous ne disposions pas encore de cartes en dynamiques pour rendre compte des évolutions en Mayenne et en Sarthe, nous constatons une certaine concordance territoriale entre les territoires d'action des finances solidaires ligériennes envisagés comme des « niches tactiques et stratégiques » Séchet (1996, 15) qui viennent en appui des politiques sociales transversales et territorialisées, et d'appui à la création d'activités entrepreneuriales sous forme de très petites entreprises (souvent individuelles), et d'entreprises solidaires concernant des champs d'activités peu couverts par l'économie privée hors ESS (services aux personnes, agriculture biologique, par exemple).

.... Confrontée à la pluralité des territoires en finances solidaires

Pas moins de neuf définitions du territoire sont proposées par les géographes Lévy et Lussault (2003, 907-917). On peut donc à juste titre s'interroger sur l'initiative des économistes de l'ESS d'aboutir à une définition unique du territoire. Pour relever ce défi, ils cherchent à comprendre le sens et à dévoiler les caractéristiques des « sites »⁵ qui portent les activités des finances solidaires. Leur volonté n'est pas de révéler des « avantages comparatifs » entre les territoires avec ou sans finances solidaires, mais consiste bien en une tentative d'analyse des niches stratégiques des ces « autres » finances au service d'un territoire, pour promouvoir un autre modèle de développement local durable, dans une articulation territorialisée avec le tissu bancaire coopératif local, plus précisément (tableau 1).

La matrice théorique à laquelle nous aboutissons, associe donc les financiers solidaires à une

forme de dialogue social territorial élargi, au sens du Comité de Liaison des Comités de Bassins d'Emploi (2006)⁶, et caractérisé par :

- un dialogue tourné vers l'action dans le domaine de l'accès à l'emploi en participant au développement d'activités économiques locales et, dans celui de l'économie domestique dans le cadre d'un projet de développement socialement soutenable ;
- un dialogue entre les acteurs locaux des finances solidaires et, de plus en plus, avec les systèmes bancaires locaux et les autorités publiques locales (CDC) ;
- un dialogue centré sur un territoire local a priori plutôt infra-départemental ou de « pays » ;
- une démarche à construire dans la durée à partir de réseaux sociotechniques constitués ou à formaliser ;
- un outil au service d'un projet global local pour l'emploi et la cohésion sociale.

À ces titres, nous pouvons considérer les finances solidaires contemporaines comme de véritables « territoires de projet » *i.e.* « (des espaces) au croisement des volontés politiques (qu'elles relèvent des élus ou des citoyens) et des situations économiques et sociales (exclusion, développement, croissance économique locale, attractivités) (...) » (CLCBE 2006, 15). Ces espaces ainsi pensés sont appropriés par les « citoyens-militants »⁷, et correspondent aux « contours » du territoire de la vie quotidienne : emploi, habitat, services, formation, santé, donc de l'économie de proximités. À ceux-là, on peut ajouter la gestion des déchets donc de l'aménagement du territoire, à laquelle nous allons nous intéresser maintenant.

5 Nous adoptons ici la définition de Zaoual (2002) considérant le site comme le pont entre l'individu et la société, sur l'espace qu'ils vivent et qu'ils animent, pourrait-on ajouter.

6 Pour soulager le texte, nous emploierons CLCBE par la suite.

7 Cette catégorie d'analyse « citoyen-militant » correspond aux individus qui, sur un territoire, investissent leurs activités sur le mode de l'engagement. Par exemple, le dirigeant-bénévole élu des associations à objet sportif.

Territoire(s)	Territoire sociétal <i>Perçu et/ou construit</i>	Territoire réticulaire <i>Mise en réseau</i>	Territoire physique <i>Zones d'intervention</i>	Territoire administratif <i>Aires définies par ou pour les finances solidaires</i>	Territoire d'action <i>Bases d'action individuelle et/ou partenariale ; de production</i>
1) Valeurs 2) Principes					
1) Primauté de la personne	Permettre l'égalité d'accès au financement aussi bien pour le crédit professionnel que personnel. Permettre l'égalité d'usage. Permettre la réinsertion dans le logement Genre (FGIF)	Processus d'inclusion ; processus de coopération	Les lieux de vie et leurs diversités : distances et conditions d'accès à..., espace des pauvretés, exclusion / inclusion	Quartiers, foyers,	Employabilité, soutien au reste à vivre, mais aussi entrepreneuriat collectif et rupture de l'isolement de l'entrepreneur (CAE).
2) Confiance en...	Tous les citoyens	Les solidarités révélées	Les « sites » Lieux de rencontre et de débats	Les Terrains animés par les travailleurs sociaux	La co-production du couple « financement-accompagnement »
1) Responsabilité(s)	Construction du capital social, mais aussi de la mixité sociale (H et F) Injustice et régulations des déséquilibres et des tensions (sociales) potentielles	Aiguillage, Mise en réseau de plusieurs structures : prescripteurs (BG chambres consulaires, organismes d'accompagnement et la finance dite solidaire, champ de l'ESS)	Action « située », Localisation dans un milieu. Rapprochement des structures des publics concernés (ADIE) Stratégies d'ancrage spatial des structures (adaptation aux besoins, réseau multipolarisé, etc.)	Engagement citoyen militant, Prestation, prescription Gouvernance	<i>Empowerment et capacités</i> Bénévolat (organisation au sein de l'ADIE) Mobilisation de l'épargne (Cigales) Don de soi, souci de « tous » (solidarité), des autres (social)
2) Accompagnement		Suivi individualisé			
1) Affectation maîtrisée	Équitabilité des interventions,	Faire ensemble, Formes alternatives de transports (auto partage) de commerce (Archipel)	Équilibre des territoires, diminution des inégalités	Régional,	Ancrage « local » Territoires de projet
2) Service dédié	Répondre aux besoins des exclus du crédit mais aussi des personnes en difficulté de logement (Habitat et Humanisme). Mettre en place de nouveaux services, dynamisation du commerce local Au « local »	Faire avec	Mésoéconomie	Micro ou infra territoire	Métropole, Métropole, territoires à la marge
1) Décision démocratique	Minorités actives, Lutte contre exclusion	Co-opérer,	Force de proposition,	Intermédiation solidaire,	«Espace » identitaire,
2) Démocratie participative	Question de la représentation des « bénéficiaires »	Co-construire	Cohésions sociale & économique	Participation active au « penser le changement » Gouvernance partenariale d'Enjolras (Conseils de développement et structures de finance solidaire)	Politiques économiques locales
1) Partenariat	Dualisation finances sociales/finances solidaires	Financiers solidaires, CDC	Banque solidaire en économie solidaire	Économie solidaire locale, en particulier l'IAE	Axe territoriaux, territoires « frontaliers »
2) Coopération + ou - active	Question des critères imposés par les politiques publiques Contrainte	Avec banques coopératives mais aussi autres acteurs (CAE, prescripteurs...)	Dans le cadre de l'économie sociale, relation banque coopérative/association	Secteur régional de l'ESS, la CRES	Grandes agglomérations
1) Transparence de l'information	Gérer la transparence	Groupe de finances solidaires,	Le micro-local	Inter réseaux, (en LA, le CODESPAR dans le bassin rennais)	Avantages comparatifs révélés
2) « Promotion » des spécificités méritoires	Marketing bancaire solidaire	Stratégie de démarcation au sein de l'ESS			
3) Formation	Participation à la formation des créateurs (cercles de créateurs)	Participation à la connaissance du champ de l'ESS (Cigales et IAE). Mission d'éducation populaire	Le régional	Conseils régionaux	Promotion d'innovations, de dynamiques « plurielles »

Tableau 1 : Les territoires et les finances solidaires au niveau régional en France.

2. ...À l'innovation économique située des écocyleries en estuaire de la Loire

À la question : qu'est qu'un territoire qui marche ? Pecqueur (1998,31) répond : « *un territoire, ensemble de solidarités assumées qui produit de la différence vis-à-vis de l'extérieur* ». Si les solidarités territorialisées peuvent être à la fois sociales et économiques, comme nous venons de le démontrer, elles sont également liées à l'environnement selon des « *dimensions qui vont du globe au voisinage* » (Emelianoff 2003, 318). Ainsi, l'économie des services de proximité a-t-elle été mobilisée au Canada à nouveau, et ce depuis 1998, dans le cadre du Réseau des Ressourceries du Québec. Le mouvement est plus récent en France puisqu'il date de l'an 2000, avec l'apparition du Réseau des recycleries dans les régions de Picardie et du Nord-Pas-de-Calais. Ces ressourceries « à la française » partagent le même objectif : « *transformer les déchets en ressources* » (Seguin, 2003) sur un territoire donné. Une petite différence française est toutefois à souligner.

En effet, un certain nombre d'expérimentations locales solidaires, sous statut associatif, reposant sur l'insertion par l'activité économique en milieu rural existaient déjà depuis le milieu des années 1990. Ces initiatives situées ont été à l'origine du concept d'écocylerie, c'est à dire une structure d'économie solidaire⁸ à utilité sociale, reposant sur cinq activités au service d'un territoire :

- le collectage séparatif des déchets en vue du réemploi ou du recyclage,
- le tri, le contrôle, le nettoyage, la réparation en vue de reproduire de la valeur,

- la revente à faible prix dans un réseau de boutiques solidaires des biens revalorisés dans le cadre de la lutte contre les inégalités,
- l'éducation à l'environnement par la sensibilisation et à l'apprentissage à la gestion des déchets,
- l'insertion par l'activité économique de personnes en faible employabilité par l'accompagnement socio économique.

Si la dynamique territoriale de l'écocylerie relève de la diffusion, l'Union des écocyleries promeut une stratégie de territorialisation des déchets en région Pays de la Loire.

De la diffusion de l'innovation solidaire ...

Au-delà de la recherche d'une articulation entre l'économie lucrative, l'économie publique et l'économie solidaire (Glémain, 2008b et 2009), les écocyleries⁹ s'inscrivent dans un double processus de diffusion de leur niche stratégique et tactique à l'échelle de la région des Pays de la Loire, en se rassemblant en Union, sorte de réseau heuristique au sein duquel le degré d'engagement et d'influence réciproque entre les partenaires est fort et aboutit à la production de valeurs spécifiques qu'aucun membre ne pourrait produire seul.

Initié en milieu rural à Pannecé en Loire-Atlantique, le concept d'écocylerie développé par Tro-Cantons s'est inscrit dans une volonté de satisfaire l'intérêt général sur la base de la solidarité envers les personnes et envers le voisinage. Ce fut ainsi, dès 2005, 1 617 personnes concernées par cette activité économique solidaire, dont 903 en situation d'emploi (314 permanents

8 C'est M. Rocard qui considérait que : « *le jeune rameau de l'économie solidaire s'est développé sur la vieille souche de l'économie sociale* ». Pour A. Lipietz (2001,56), si l'économie sociale c'est le « *comment on le fait ?* », l'économie solidaire c'est le « *pourquoi on le fait ?* » : au nom de quoi fait-on cela ? Cité par Loquet (2004, 5)

9 En 2008, on comptait 64 membres adhérents au sein de l'Union des écocyleries.

et 589 en insertion) et 714 bénévoles. Celles-ci interviennent à l'échelle du territoire régional (global) et au niveau du Pays d'Ancenis (local) comme le montre la carte suivante (fig. 2).

L'Union des écocycleries suscite un effet contagion en accompagnant à chaque fois la collecti-

tivité chef de file dans sa coopération avec une association locale.

Elle aboutit ainsi à un maillage par « *déplacement du réseau vers le territoire* » (Durand-Dastès 2003, 583) d'où résulte un paysage ligérien de la gestion solidaire des déchets.

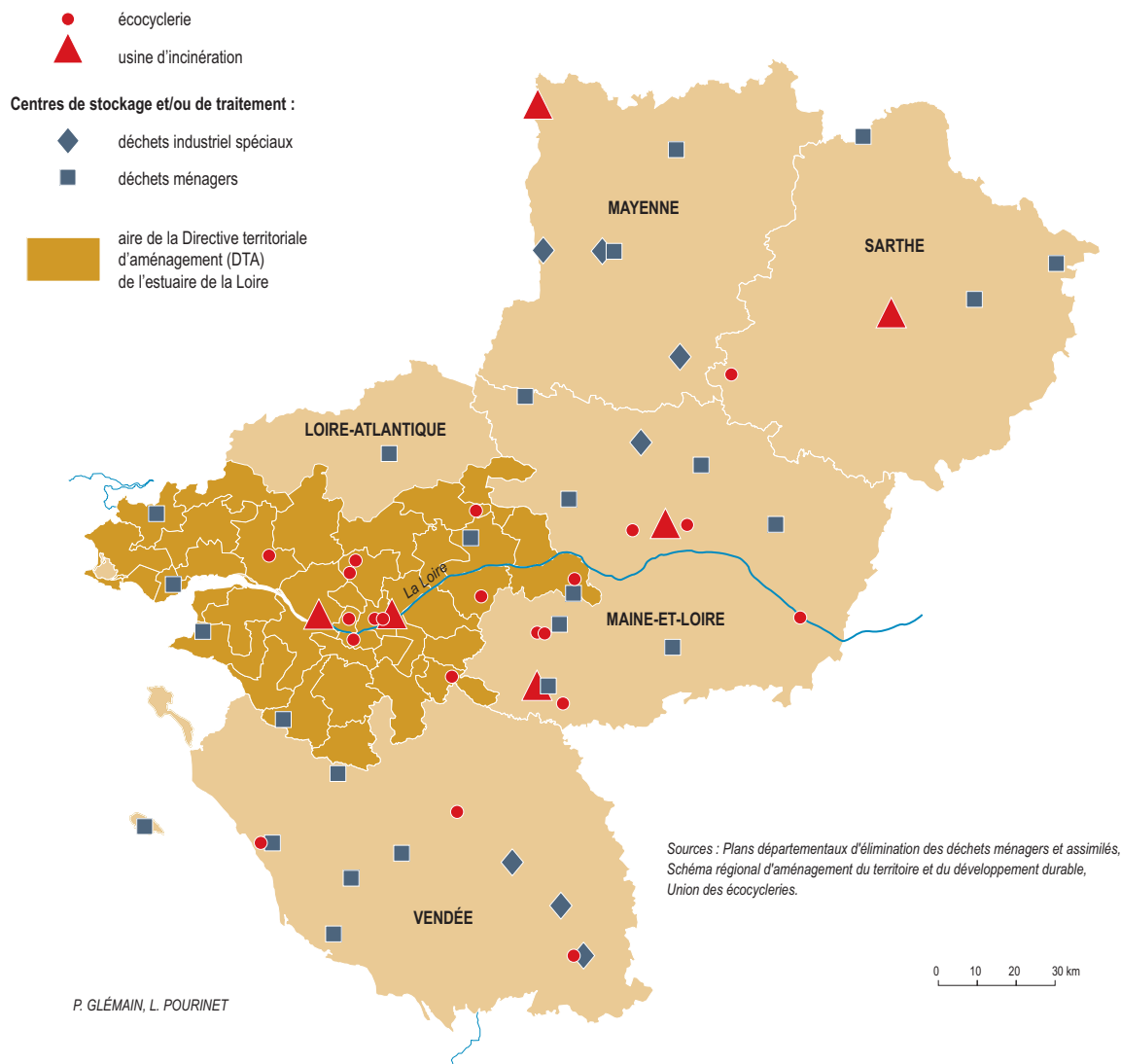


Fig. 2 : Les acteurs de la gestion des déchets en Pays de la Loire et dans la zone estuarienne en 2009

... À la structuration du paysage ligérien de la gestion et de la valorisation des déchets

La diffusion de l'innovation est partie du binôme Pannecé-Belligné comme le montre la carte ci-après (fig. 3). Le maillage est établi selon une fonction de localisation définie comme « *une fonction-objectif guidant les agents économiques dans leur choix de localisation* » (Tellier 1993,5), qui respecte à la fois les territoires d'action/ de production de chacune des écocycleries (spécialisation) et physiques (lieux de collectage). Ce maillage favorise également l'émergence d'un territoire réticulaire, nécessaire à la structuration d'une filière ligérienne de la gestion solidaire des déchets.

Pour conclure, nous constatons, avec ces deux champs particuliers des finances solidaires et de la gestion solidaire des déchets, que l'économie sociale et solidaire ne peut être envisagée que dans le cadre d'un contexte géographique et culturel donné. En d'autres termes, l'économie sociale et solidaire réintroduit le territoire dans la théorie économique sans se focaliser uniquement sur les stratégies de localisation, comme le fit l'économie géographique en un temps. Par son ancrage territorial, l'économie sociale et solidaire ouvre de nouvelles voies pour une recherche interdisciplinaire en « management » par les territoires, nécessaire à la compréhension et à l'explication d'économies et de sociétés locales de plus en plus internationalisées.

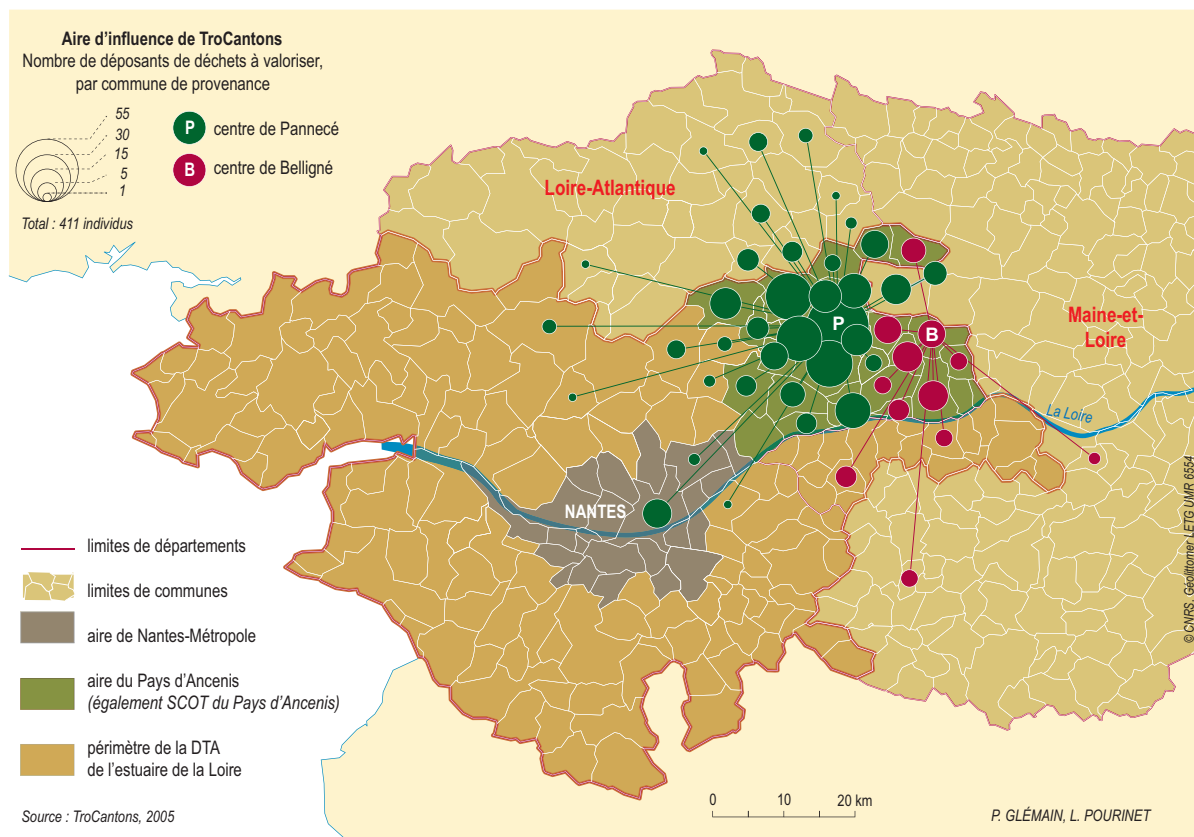


Fig. 3 : Aire d'influence de TroCantons en 2005

Bibliographie

COMITÉ DE BASSIN D'EMPLOI, 2006. *Animer une démarche de dialogue social territorial élargi, vers un projet local pour l'emploi*. Cahier Thématique, CLCBE, 97 p.

DURAND-DASTÈS F., 2003. Maillage, pp. 583-584. In LÉVY et LUSSAULT (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1008 p.

EMELIANOFF C., 2003. Environnement, pp. 317-318. In LÉVY et LUSSAULT (dir.)

GLÉMAIN P. (dir), BIOTEAU E., BEVANT D., MOULÉVRIER P., TAUPIN M.-T., 2007. *Les territoires des finances solidaires. Une analyse régionale en Bretagne et Pays de la Loire*. Rapport final de FIMO-SOL à la DIISES, novembre, 188 p. à paraître, L'Harmattan, Préface de C. Pihet, PU, Directeur du CARTA Eso UMR 6590 CNRS.

GLÉMAIN P., 2008a. *Épargnants solidaires. Une analyse économique de la finance solidaire en France et en Europe*. Économie et société, Presses Universitaires de Rennes, 152 p.

GLÉMAIN P., 2008b. Entreprise d'insertion et développement durable. Une économie des proximités au service d'une gestion solidaire des déchets, pp. 183-203. In ZAOUAL H. (dir), 2008, Développement durable des territoires. Économie sociale, environnement et innovations. Marché & Organisations, *Cahiers d'Économie et de Gestion de la Côte d'Opale*, L'Harmattan, 232 p.

GLÉMAIN P., 2009. Économie sociale et solidaire, économie publique et économie marchande dans la gestion des déchets en zones estuariennes. In L. DESPRÉS (coord), *L'estuaire de la Loire. Un territoire en développement durable ?* collection Espace et territoires, PUR.

LOQUET P., 2004. L'économie sociale et solidaire au service d'un projet de territoire. Dossier d'Experts, *Lettre du Cadre Territorial*, 108 p.

PECQUEUR B., 1998. Qu'est-ce qu'un territoire qui marche ? pp. 29-33, *Revue POUR, Territoires et compétences*, n° 160, GREP éd., décembre.

PECQUEUR B., 2006. Le tournant territorial de l'économie globale, *Espaces et sociétés*, n° 124-125, pp. 17-32.

PECQUEUR B., ZIMMERMANN J.-B., 2004. *Économie de proximités*. Hermès-Lavoisier, 259 p.

SÉCHET R., 1996. *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*. Géographie sociale, L'Harmattan, 207 p.

SÉGUIN M. (dir), 2003. *L'économie sociale en environnement : premier bilan international des ressourceries*. Actes de colloque, 5 septembre 2002, T-04-2003, ARUC-ÉS, 39 p.

TELLIER L.-N., 1993. *Économie spatiale. Rationalité économique de l'espace habité*, 2^e éd., Gaëtan Morin éditeur, 278 p.

ZAOUAL H., 2002. *Du rôle des croyances dans le développement économique*. L'Harmattan, 624 p.

Remerciements

L'auteur tient à remercier Laurent Pourinet pour sa collaboration cartographique dans le cadre de l'ACI et Emmanuel Bioteau pour les finances solidaires. Sans eux, nous n'aurions pas pu aboutir à introduire la carte comme outil d'analyse en économie sociale et solidaire. Mes remerciements vont également au Professeur Laure Després pour ses précieux conseils.